

# À Grignon, « une même colère nous rassemble »

11 septembre 2021 Par [Amélie Poinssot](#)

Élus, riverains et étudiants d'AgroParisTech se sont rassemblés samedi 11 septembre devant le campus de Grignon, dans les Yvelines. Objectif : bloquer la privatisation, après l'attribution du site, haut lieu de l'agronomie française, à un promoteur immobilier.

- Favori
- Recommander
- Imprimer
- Article en PDF

•

- [Partager](#)
- 
- [Tweet](#)

- • Offrir

[Cet article vous est offert. Découvrez notre offre spéciale et passez à l'illimité ! Je m'abonne](#)

**Thiverval-Grignon (Yvelines).**— « On nous parle de transition... Mais elle est où la transition ? On nous parle de lois pour 2050, pour 2030... Mais nous, c'est maintenant qu'on les veut, ces lois ! » Dans le micro face à la foule rassemblée devant les grilles du domaine de Grignon, Boris Vilter, étudiant d'AgroParisTech, dénonce toute l'absurdité qu'il y a à privatiser le site à l'heure où il faut urgemment inventer un nouveau modèle agricole pour affronter dérèglement climatique et effondrement de la biodiversité.

Car Grignon, c'est un vaste campus, unique en Europe, où les futurs ingénieurs agronomes de la grande école publique AgroParisTech passent leur 1<sup>ère</sup> année. Un campus doté de 120 hectares de terres agricoles et d'une forêt, sans compter le château, ses dépendances et de nombreux bâtiments de recherche, où l'on trouve, entre autres, des laboratoires de l'Inrae (l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement).



Rassemblement pour empêcher la vente de Grignon au profit du promoteur Altarea Cogedim, 11 septembre 2021. © AmP / Mediapart

Boris fait partie de cette promo qui [a bloqué le site](#) pendant trois semaines au printemps dernier, pour s'opposer à la privatisation du domaine et dénoncer le manque de transparence du processus. « *On a pris conscience que notre place d'ingénieur, elle est politique, explique le jeune homme à Mediapart. Ce blocus a été un grand moment de démocratie, avec des assemblées générales tous les jours. Pour beaucoup, ça a été un moment de politisation. Dans notre promo aujourd'hui, nous sommes plus tournés vers la décroissance et l'écologie décoloniale que vers les technologies...* »

Avec l'annonce, cet été, de l'attribution du campus de Grignon au promoteur immobilier Altarea Cogedim, la mobilisation a repris samedi 11 septembre. Cette fois-ci, ce sont les élus locaux, l'intersyndicale des salariés d'AgroParisTech et le Collectif pour le futur du site de Grignon – une association rassemblant riverains et scientifiques pour préserver le site – qui ont appelé à manifester.

Devant plus de 500 personnes, les prises de parole se sont enchaînées pour dénoncer un processus opaque, mené au mépris de toute concertation avec les gens du terrain, et à contresens de l'histoire. « *Nous sommes d'horizons divers, mais une même colère nous rassemble, a clamé la maire (sans étiquette) Thiverval-Grignon, Nadine Gohard. Grignon ne peut pas être démantelé pour un projet mercantile... qui par ailleurs n'a pas grande envergure.* »



Dans le rassemblement contre la privatisation de Grignon. © AmP / Mediapart

Les horizons sont divers en effet : outre les maires des environs se succèdent à la tribune deux candidats à la primaire écologiste, Delphine Batho et Yannick Jadot (*retrouver [le débat animé par Mediapart](#)*), un conseiller régional Île-de-France de La France Insoumise, mais aussi la sénatrice Sophie Primas, du parti Les Républicains. Cette dernière dénonce « *une erreur de méthode qui a conduit à une impasse* ». Elle dit avoir, avec Gérard Larcher, président du Sénat, qui s'est déjà publiquement exprimé contre la vente de Grignon, saisi les ministères compétents, leur demandant de « *lever la plume* » : « *Il ne faut pas signer cette promesse de vente qui doit arriver d'ici le 30 septembre.* »

## Lire aussi

- [Grignon, haut lieu de l'agronomie française, sur la voie d'une vente à la découpe](#) Par [Amélie Poinssot](#)

La privatisation de Grignon pose de fait de nombreuses questions. Ainsi que nous le révélions dans [cette enquête](#) publiée mercredi 8 septembre, la vente du domaine doit rapporter 18 millions d'euros à l'État, mais elle se fait sans clause suspensive et conduit au morcellement du site, le promoteur ayant pour vocation de revendre par lots les bâtiments qu'il aura réhabilités et les logements qu'il aura construits. Altarea Cogedim pourrait en outre bénéficier de réductions fiscales généreuses pour les travaux de réhabilitation. « *Ce n'est pas seulement un patrimoine matériel que l'on perd, c'est aussi tout un patrimoine immatériel : la recherche, l'innovation qui se faisaient ici* », dit encore Sophie Primas.

Pour les personnes rassemblées là, c'est une évidence : le campus de Grignon est un terrain idéal pour faire évoluer les pratiques agricoles vers des méthodes plus respectueuses du vivant. Éloi Desrousseaux est étudiant en 2<sup>e</sup> année. Derrière son panneau « *Déraciner les*



étudiants. Soumettre le vivant aux lois du marché. Vous êtes devenus fous », il nous explique : « Ici, il y a des parcelles sur lesquelles on expérimente des cultures qui permettent de stocker le carbone dans le sol. Il y a aussi des parcelles très anciennes sur lesquelles on peut comparer des cultures sur lesquelles on a mis des intrants chimiques avec d'autres, sans produits, qui s'inspirent plutôt du fonctionnement des écosystèmes naturels. C'est ainsi qu'on peut comprendre l'impact des intrants chimiques sur la qualité des sols. »



La sénatrice (LR) Sophie Primas manifeste son opposition à la privatisation de Grignon. © AmP / Mediapart

Autant dire des expérimentations cruciales pour l'agriculture de demain, qui ne se feront certainement pas dans les salles de classe du plateau de Saclay, que les étudiants d'AgroParisTech devront tous avoir rejoint dans les deux prochaines années.

Le comble ? À une vingtaine de kilomètres de Grignon, le patron de Free Xavier Niel, avec Audrey Bourolleau, ancienne conseillère d'Emmanuel Macron, vient d'ouvrir une école privée d'agriculture. Un campus baptisé « Hectar », deux fois plus grand que Grignon, tourné vers les nouvelles technologies et le numérique, ce qu'on appelle « l'agriculture de précision ».

« C'est une tendance de l'agriculture basée sur les drones et le traitement de données qui permet notamment de diminuer les doses de produits chimiques, explique Clémence Robson, diplômée l'an dernier d'AgroParisTech. Cela correspond à un modèle d'agriculture de grandes exploitations, avec des équipements chers, qui maintiennent dans la dépendance aux machines. » Bref, le contraire d'une transition agroécologique, où l'autonomie et le savoir-faire paysan sont essentiels. « Conserver Grignon, c'est aussi conserver un bien commun qui nous permettrait d'aller dans la bonne direction. »